

## Journées de la société civile, 8 et 9 décembre 2016, Dhaka, Bangladesh

PROGRAMME D'ACTION POUR LES SÉANCES DE TRAVAIL 3.2<sup>1</sup>:

### Favoriser le développement inclusif

*3.2 Les actions des migrants et de la diaspora pour influencer la création d'emploi, l'entrepreneuriat social et les politiques publiques*

#### 1. Introduction

"Le rôle des migrants et de la diaspora dans le développement de leur pays d'origine comme de leur pays de résidence fut une question centrale des précédentes Journées de la société civile du FMMD. Ce thème comprenait des discussions sur le rapatriement de fonds, la création d'entreprises, la création d'emplois ou le plaidoyer pour un changement de politique. La séance de travail prévue cette année sur le même thème mettra l'accent sur les bonnes pratiques et les initiatives existantes qui soutiennent les entreprises lancées par les migrants et les membres de la diaspora, leur contribution au développement économique (développement des entreprises, investissement local, etc.), les leçons à tirer et les moyens pour garantir que les initiatives entrepreneuriales et les investissements de la diaspora produisent un impact social maximal dans le pays de destination comme dans le pays d'origine.

**Entrepreneuriat et investissement des migrants et de la diaspora:** Le terme " entrepreneurs de la diaspora " désigne le groupe de migrants ou de personnes issues de l'immigration qui exercent une activité d'entrepreneurs et vivent en dehors de leur pays d'origine, tout en restant connectés et en relation avec lui. Un rapport thématique établi en novembre 2016 par le Groupe de travail MADE sur la diaspora et les migrants dans le développement (Investissement de la diaspora et des migrants et développement national: s'appuyer sur le réseau) fournit un bon point de départ pour les débats sur la diaspora et les contributions des migrants au développement économique.

**Défis:** Les obstacles à l'entrepreneuriat des migrants et de la diaspora sont loin d'être résolus. Les principaux obstacles sont notamment l'accès limité aux capitaux et dans certaines régions le coût élevé de l'emprunt, le manque d'informations accessibles sur le marché local, la faiblesse de l'aide aux entreprises pour l'investissement international, et le manque de produits d'investissement structurés ou diversifiés dans les initiatives de la diaspora. Pourtant, le potentiel existant pour les entrepreneurs de la diaspora est évident. Par exemple, un rapport d'étude de la Banque mondiale sur l'investissement et le commerce de la diaspora du Sierra Leone (2015)<sup>2</sup> a montré des disparités importantes entre l'intérêt de la diaspora pour l'investissement et les niveaux effectifs d'investissement par la diaspora,

---

<sup>1</sup> Le présent programme d'action a été préparé comme point de départ pour les journées de la Société Civile du FMMD 2016 par la Fondation Africaine pour le Développement au Royaume-Uni (AFFORD) et BASUG- Diaspora and Development.

<sup>2</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/833001468189871473/pdf/99768-BRI-PUBLIC-Box393209B-9392-Executive-Summary.pdf>

dans le bénévolat, l'entrepreneuriat et les investissements de capitaux. Près d'un quart (23,8 %) des répondants avaient effectué un achat immobilier en Sierra Leone pour leur jouissance personnelle, par rapport aux 70,8 % qui ont indiqué leur intérêt pour un tel achat ; entre 45 et 63 % d'entre eux ont indiqué leur intérêt pour l'investissement par rapport aux 1 à 6 % qui ont effectivement investi dans des obligations, des parts d'entreprises, des projets à impact social et des microentreprises.

Avec le développement des migrations Sud-Sud (ou interrégionales) et les 82 millions de migrants Sud-Sud qui constituent 36 % du nombre total de migrants, la migration Sud-Sud est un facteur de plus en plus important dans le développement économique et social de nombreux pays en développement.<sup>3</sup>

**La politique publique sur le financement du développement:** Les gouvernements sont en mesure de développer des mécanismes pour favoriser l'investissement de la diaspora, comme les obligations de la diaspora nationale, les obligations des municipalités, les obligations de coopération (avec garantie du gouvernement) pour l'impact social, et la capacité d'investir dans les secteurs prioritaires de l'économie sociale nationale. Le besoin de fonds d'investissement et de programmes de financement transfrontaliers, en particulier pour le secteur des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que le besoin de développer de nouvelles politiques et structures juridiques pour les entreprises sociales sont tout aussi importants. Les initiatives ciblant les femmes entrepreneurs et les jeunes sont particulièrement importantes. Les entreprises des migrants et des personnes issues de la diaspora peuvent aussi donner la priorité et soutenir les travailleurs actifs dans l'économie "informelle", principalement des femmes (ainsi que les associations professionnelles de femmes).

#### **Développement inclusif dans l'Agenda 2030 des Nations unies de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants.**

- **Objectif 8:** "Une croissance économique constante, intégratrice et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous." Il existe une profusion de preuves empiriques suggérant qu'un pourcentage important des fonds rapatriés sert à l'investissement. Par conséquent, on pourrait faire valoir qu'une réduction des coûts de transfert de fonds pourrait libérer davantage de ressources pour l'investissement.
- **Objectif 10, cible C:** "D'ici 2030, réduire à moins de 3 pour cent les coûts de transaction des transferts de fonds par les migrants et éliminer les voies de rapatriement de fonds impliquant des frais supérieurs à 5 pour cent."
- **Objectif 17, cible 18:** "D'ici 2020, améliorer le soutien au renforcement des capacités des pays en développement, y compris pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, afin d'augmenter de manière significative la disponibilité en temps opportun de données de qualité, fiables et ventilées par revenu, sexe, âge, race, origine ethnique et statut migratoire."

La "Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants", qui a été adoptée à l'unanimité par les 193 États Membres de l'ONU lors du Sommet de haut niveau de l'ONU du 19 septembre 2016, comprend de nombreux engagements pour les travailleurs migrants, y compris les suivants:

- **paragraphe 46:** Nous sommes conscients également que les migrations internationales constituent une réalité pluridimensionnelle qui a une grande importance pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination et qui appelle des réponses cohérentes et globales. Les migrants peuvent contribuer de façon positive et profonde au développement économique et social de leurs sociétés d'accueil et à la création de richesses à l'échelle mondiale. Ils peuvent contribuer à remédier à certaines tendances démographiques,

---

<sup>3</sup> <http://www.oecd.org/dev/migration-development/south-south-migration.htm>

- à la pénurie d'emplois et à d'autres problèmes que connaissent leurs sociétés d'accueil, et apporter des compétences nouvelles et un regain de dynamisme aux économies de celles-ci.
- **paragraphe 47:** Nous veillerons à ce que tous les aspects de la migration soient intégrés dans des plans de développement durable et humanitaire mondiaux, régionaux et nationaux, et dans des programmes et des politiques humanitaires, de consolidation de la paix et de défense des droits de l'homme.
  - **paragraphe 84:** Nous comptons nous employer à renforcer la capacité d'adaptation des communautés et des pays d'accueil en les aidant, par exemple, à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus. À cet égard, nous reconnaissons le potentiel des jeunes et veillerons à créer les conditions nécessaires pour la croissance, l'emploi et l'éducation qui leur permettront d'être le moteur du développement.
  - En outre, l'appendice II (au paragraphe II, alinéa 3) reconnaît l'importance de la contribution que les migrants et les migrations apportent au développement dans les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que les liens complexes qui unissent les migrations et le développement, et (à l'alinéa 3.t) l'utilisation de la contribution des diasporas et le renforcement des liens avec les pays d'origine comme des éléments à inclure dans le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

## **2. Recommandations existantes de la société civile**

Le point n° 2 du plan d'action de la société civile en 5 ans et 8 points appelle à: "des modèles et des cadres qui facilitent l'engagement des associations des migrants et de la diaspora en tant qu'entrepreneurs, investisseurs sociaux, groupes d'intérêt politiques et partenaires dans la définition et la réalisation des priorités pour le développement humain en général dans les pays d'origine, d'héritage et de destination."

Les Journées de la société civile du FMMD 2015 ont recommandé trois mesures:

- Garantir une politique, des cadres et des mécanismes de financement adéquats dans les pays de départ et d'accueil, afin de faciliter la contribution de la diaspora et des migrants au développement, y compris par la création d'emplois, l'entrepreneuriat social et la promotion de politiques publiques et de cadres réglementaires sains (par exemple dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux), en particulier pour assurer un travail décent dans les petites et moyennes entreprises.
- Mettre en place des mécanismes pratiques pour l'investissement et l'entrepreneuriat de la diaspora, comme les obligations de la diaspora, les obligations municipales, les fonds de développement de la diaspora, l'accès aux projets de partenariat public-privé (PPP) et aux initiatives de financement public (PFI), et l'identification des domaines d'investissement prioritaires.
- Inclure l'engagement de la diaspora et des migrants dans les plans de développement locaux et nationaux.

## **3. Initiatives et mesures prises ces dernières années pour faire progresser la protection des travailleurs migrants**

Au cours des dernières années, un certain nombre d'initiatives et d'actions prometteuses ont été entreprises par la société civile, les gouvernements et les organisations internationales. Seules quelques-unes sont présentées ici. D'autres seront ajoutées à cette liste pendant les séances:

- **Finance, investissement, développement des compétences et des capacités pour les entrepreneurs issus de la diaspora.** Par exemple: la fondation AFFORD met en place le fonds Diaspora Finance and Investissement (DFI) du programme Common Ground Initiative (CGI)<sup>4</sup>. DFI va stimuler les investissements de la diaspora pour créer des emplois et renforcer l'économie sociale africaine. En 2017, ce programme proposera un fonds de la diaspora rwandaise.
- **Les gouvernements qui vendent leurs obligations nationales à leur diaspora,** Exemple: Homestrings<sup>5</sup> fournit une plate-forme de marketing pour aider les gouvernements et les institutions financières à mutualiser les ressources issues de sa diaspora.
- **La philanthropie de la diaspora.** Exemple: La Fondation Calvert exploite les investissements des investisseurs individuels et institutionnels, y compris issus de la diaspora. Grâce à sa plate-forme brevetée vested.org, la diaspora peut investir dans des projets dès 20 \$ (les initiatives en cours par le biais de vested.org sont axées sur l'Inde et l'Amérique latine).<sup>6</sup>
- **Assistance technique aux entreprises.** Exemple: GIZ (Allemagne) programme d'assistance technique qui fournit des compétences entrepreneuriales aux entreprises de migrants ou de la diaspora - boîte à outils MITO.
- **Développer et renforcer les entreprises privées de la diaspora dans le pays d'origine ou d'héritage.** Exemple: projet relatif à la pêche favorisant la création d'emplois des hommes comme des femmes au sein de la communauté (par exemple au Bangladesh, un projet soutenu par le BASUG).
- **Plan d'action de Nairobi sur les envois de fonds:** il propose comme objectif de réduire le coût des envois de fonds en Afrique à 3 % d'ici 2020.

#### 4. Suggestions de recommandations pour les SDR du FMMD de 2016

Les séances de travail permettront d'approfondir les objectifs, les points de repères et les mesures existants, tels que ceux décrits ci-dessus. Nous suggérons de démarrer sur base des quatre domaines suivants:

**Objectif:** Accroître la connaissance des entreprises de la diaspora par la société civile afin de permettre une meilleure compréhension des initiatives existantes et nouvelles visant à soutenir les entreprises de la diaspora

**Indicateur:** Une meilleure compréhension du potentiel de la diaspora, et des entreprises et de l'investissement des migrants

**Objectif:** Promouvoir la généralisation (et la définition) des emplois décents et des pratique éthiques dans l'entreprise, en particulier en ce qui concerne les travailleurs migrants, quel que soit leur statut.

**Indicateur:** Mesurer la qualité des emplois par rapport à la définition d'un emploi décent par l'OIT

**Objectif:** Promouvoir et renforcer les entreprises dirigées par les femmes et les jeunes migrants ou issus de la diaspora

**Indicateur:** Nombre d'entreprises existantes et nouvelles dirigées par des femmes migrantes et issues de la diaspora

---

<sup>4</sup> <http://www.comicrelief.com/grants/common-ground-initiative>

<sup>5</sup> <https://www.homestrings.com/>

<sup>6</sup> <http://www.diasporaalliance.org/calvert-foundations-diaspora-investment-initiatives/>

<sup>7</sup> "Plan d'action de Nairobi sur les envois de fonds." Adept-platform.org, 2016.



## 5. Mesures à prendre au-delà du FMMD

Les séances de travail définiront les actions clés pour la société civile et les gouvernements au niveau mondial et régional.

### ***Mesures à prendre par la société civile aux niveaux international, régional et mondial:***

- Débattre des moyens de développer les compétences entrepreneuriales et techniques des migrants et des personnes issues de la diaspora, notamment grâce à l'organisation et au soutien de la formation et du renforcement des capacités dans le développement des entreprises.
- Collecter des données pour contribuer à la recherche, débattre des meilleures pratiques et défendre une approche coordonnée qui justifie et partage les bonnes pratiques et les leçons apprises, et permet des interventions politiques fondées sur des preuves.
- Développer et coordonner les efforts de la société civile pour la participation de la diaspora en rejoignant le réseau mondial MADE, afin d'aider plus efficacement la diaspora et les migrants dans leurs rôles d'entrepreneurs et d'investisseurs sociaux.

### ***Mesures à prendre par les gouvernements aux niveaux international, régional et mondial***

- Mettre en place un environnement réglementaire et commercial permettant d'élargir l'impact de la diaspora et les contributions des migrants dans leurs pays d'origine, tels que la simplification des processus bureaucratiques en vue de favoriser un environnement propice à l'investissement des migrants et à la création d'entreprise, grâce à des guichets uniques facilitant les projets d'investissement et d'entrepreneuriat par la diaspora.
- Faciliter l'accès au capital, par exemple en soutenant l'investissement transfrontalier et les programmes de financement innovants pour les entreprises sociales et privées. D'autres exemples à explorer soutiennent le secteur des PME, apportant des subventions locales et transnationales et d'autres formes de programmes de financement ou de cofinancement, favorisant l'accès à ou la création de partenariats public-privé (PPP) adaptés, et développant des initiatives de financement public (PFI) pour les entrepreneurs migrants et issus de la diaspora.
- Veiller à la cohérence des politiques aux niveaux national et local en ce qui concerne les stratégies de participation de la diaspora. Ces politiques devraient être liées aux discours tenus par les organisations mondiales sur la migration, comme le FMMD, les processus consultatifs régionaux (PCR), les dialogues régionaux pour la coopération transfrontalière, et les politiques nationales pertinentes devraient être intégrées dans les mécanismes de planification locale.
- Faciliter le soutien au développement des entreprises, le renforcement des capacités et l'encadrement des entrepreneurs de la diaspora au niveau des compétences liées à l'entreprise, au commerce et à la gestion.

## 6. Questions directrices pour les débats en séance

### 1) *Recommandations de changements de politiques et de pratiques*

Quels mécanismes juridiques, réglementaires et d'application sont nécessaires pour augmenter l'impact des migrants et de la diaspora sur le développement économique de leurs pays d'origine et de résidence ? Dans quelle mesure les politiques nationales dans ce domaine et l'application locale se renforcent-elles mutuellement ?

### 2) *Stratégies, pratiques, partenariats et outils*

Quels partenariats différents peuvent être créés et comment les différents types de partenariats, comme les PPP, peuvent-ils améliorer la contribution de la diaspora et des migrants au développement économique ? Quelles sont les autres possibilités existantes ?

### 3) *Acteurs du succès*

Quelles initiatives à succès connaissez-vous qui regroupent et mobilisent les ressources de la diaspora, y compris les envois de fonds, pour le développement économique ? Quel rôle les différents intervenants (gouvernements nationaux, gouvernements locaux, investisseurs privés, société civile, diaspora et réseaux de migrants) jouent-ils dans ces initiatives, et comment peuvent-elles être améliorées ?

### 4) *Actions et stratégies*

L'écart entre les entrepreneurs potentiels et réels reste important pour plusieurs raisons, notamment le manque de protection de l'investissement, en particulier dans l'hémisphère sud. Comment cet écart peut être réduit et qui sont les principaux acteurs impliqués ?

### 5) *Le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière*

Comment le Pacte mondial sur la migration peut-il faciliter l'entrepreneuriat et l'investissement de la diaspora et des migrants dans le but qu'ils produisent un impact social maximal dans le pays de destination comme dans le pays d'origine. Quels mécanismes de gouvernance mondiale et régionale doivent être améliorés pour que ces objectifs deviennent réalité ?